

UNION
D'ÉCONOMIE
SOCIALE
POUR LE LOGEMENT



**ACCORD DE MISE EN ŒUVRE DU CONCOURS « 1 % RELANCE »
SUR LE TERRITOIRE DE DELEGATION
DU DEPARTEMENT DU LOIRET**

Document signé le 8 novembre 2007

**ACCORD DE MISE EN ŒUVRE DU CONCOURS « 1 % RELANCE »
SUR LE TERRITOIRE DE DELEGATION DU DEPARTEMENT DU LOIRET**

Le présent accord est passé entre :

- Le Département du Loiret, représenté par le Président du Conseil général en exercice, Monsieur Eric DOLIGÉ, dûment habilité par délibération de la Commission permanente du Conseil général n° en date du 13 juillet 2007, et ci-après dénommé « le Département »,

et

- L'Union d'Économie Sociale pour le Logement (UESL) représentée par Monsieur Bertrand GOUJON, Directeur Général.

PREAMBULE

Le Département du Loiret affiche une forte ambition en matière de développement économique qui implique un accompagnement social important, tout particulièrement dans le domaine du logement. C'est dans cette perspective qu'il a décidé de signer avec l'Etat une convention de délégation de compétences pour gérer les aides publiques à la pierre.

De son côté, par la convention Etat/UESL du 27 octobre 2004, le 1 % Logement a décidé de renforcer son soutien à la construction locative sociale, en apportant un concours exceptionnel – dit concours « 1 % Relance » — sous forme d'une enveloppe spécifique annuelle fixée dans la convention à 210 M€ sous forme de subventions pour le financement des opérations PLUS/PLAI réalisées dans le cadre du plan de cohésion sociale. Pour la mise en œuvre de ce concours, le 1 % Logement a souhaité s'inscrire dans le mouvement de décentralisation et être un partenaire apportant sa sensibilité particulière, en exprimant les besoins des entreprises et des salariés, à la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat.

Ayant fait le constat d'objectifs ainsi partagés, le Département du Loiret et l'UESL ont convenu de signer le présent accord qui vise à mettre en œuvre une part de l'enveloppe régionale du concours « 1 % Relance » de façon concertée.

1. CADRE GENERAL DE L'ACCORD

Le présent accord s'articule autour de trois axes :

- ♦ Une contractualisation sur 3 ans glissants permettant d'établir un partenariat durable entre les signataires et d'assurer une continuité des interventions du 1 % Logement sur le territoire de délégation de compétence de la collectivité.
- ♦ Une coopération entre les signataires dans les dispositifs, existants ou à créer, de connaissances du fonctionnement des marchés de l'habitat notamment dans la prise en compte des besoins des entreprises et des salariés en matière de parcours résidentiel de ces derniers.

- ♦ Le respect des engagements nationaux pris et de la procédure régionale arrêtée pour la mise en œuvre du concours « 1 % Relance » qui prévoit trois phases :
 - Une première phase, à l'initiative du Préfet de région, qui vise à échanger toutes les informations utiles nécessaires au lancement des négociations bilatérales entre bailleurs sociaux et CIL/CCI. Cet échange se fait en présence de toutes les parties concernées, y compris les représentants des collectivités délégataires. Lors de cette première phase, les représentants de la région désignés par l'UESL informent les partenaires de la dotation initiale du concours « 1 % Relance » disponible pour la région Centre.
 - Une deuxième phase de négociations bilatérales entre bailleurs sociaux et CIL/CCI, opération par opération, qui doit permettre de dégager une liste d'opérations susceptibles d'être financées par le concours « 1 % Relance » avec des réservations locatives.
 - Une troisième phase de pré-bilan, sous l'égide du Préfet de région, qui consiste à exposer en parfaite transparence, les résultats des négociations bilatérales, à évoquer les difficultés éventuelles et à traiter l'ensemble des cas litigieux.

Cette dernière phase est l'occasion pour les partenaires de confronter financements disponibles et demandes, et de permettre un réajustement éventuel des enveloppes régionales intégrant l'enveloppe résiduelle mobilisée au-delà de la dotation initiale. Ce réajustement des enveloppes tient compte des programmes physiques régionaux réels et sera suivi, pour le supplément d'enveloppe dégagé, d'une nouvelle phase de négociations bilatérales. Cette procédure itérative vise à un renforcement de la coopération afin de mieux répondre aux besoins en logement.

2. MISE EN ŒUVRE D'UNE SOUS-ENVELOPPE POUR LE DEPARTEMENT DU LOIRET

Dans le cadre de la procédure décrite au 1, avant la première phase de concertation régionale, une sous-enveloppe de la dotation initiale du concours « 1 % Relance » affectée à la région Centre est réservée chaque année d'un commun accord entre les signataires en fonction de la programmation validée par le Département du Loiret et du niveau de réservations locatives envisagé par les CIL/CCI.

Cette sous-enveloppe initiale sert de référence et a vocation à être reconduite les deux années suivantes au vu d'un bilan de l'année précédente sur la production effective et les réservations mises à disposition des CIL/CCI pour les salariés des entreprises.

La deuxième phase de négociations bilatérales se déroule entre les CIL/CCI et les bailleurs sociaux sur les programmes physiques ayant permis la détermination de la sous-enveloppe afin de fixer le montant du concours « 1 % Relance » apporté à chaque programme et le nombre de réservations locatives associées, dans le respect des règles communes de la région Centre.

Enfin, avant le lancement de la troisième phase qui doit permettre d'affecter entre les régions la dotation annuelle définitive intégrant le solde disponible au-delà de la dotation initiale, il est procédé entre les signataires à une concertation pour faciliter la prise en compte des besoins de la collectivité restant à financer sur l'année ou pour effectuer d'éventuels redéploiements. Le bilan de cette concertation est établi au plus tard le 15 novembre de chaque année.

Pour 2007, il est convenu que l'enveloppe réservée au Département du Loiret s'élève à 10 % de la dotation initiale affectée à la région Centre.

3. SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS-ENVELOPPE

Afin de faciliter la mise en œuvre de la sous-enveloppe de façon coordonnée, un suivi permanent sera assuré entre les signataires :

- ♦ Pour le Département du Loiret par Monsieur Eric DOLIGÉ, Président du Conseil général du Loiret.
- ♦ Pour le 1 % Logement par Monsieur Jean-Yves VARENNE, Président du CIL VALLOIRE, CIL référent.

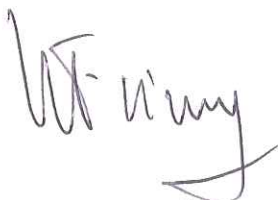
En cas de difficultés pouvant avoir des répercussions sur le niveau et les conditions d'intervention du concours « 1 % Relance », le Président du CIL VALLOIRE informera conjointement le représentant régional pour le concours « 1 % relance » et l'UESL afin de trouver avec le Département du Loiret des solutions aux problèmes soulevés.

4. DUREE DE L'ACCORD

Le présent accord est conclu pour 3 ans jusqu'au 31 décembre 2009, terme de la convention Etat/UESL du 27 octobre 2004, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties 6 mois avant la date d'expiration de la période en cours.

Fait à Orléans, en 4 exemplaires, le..... - 8 NOV. 2007

pour le Président du Conseil général du
Loiret et par délégation,



Monsieur Hubert FRÉMY,
Vice-Président du Conseil général

Monsieur Bertrand GOUJON
Directeur Général de l'Union
Économique Sociale pour le Logement



Monsieur Daniel TOURY
Représentant Régional de l'Union
d'Économie Sociale pour le Logement



Monsieur Jean-Yves VARENNE
Président du CIL VALLOIRE

